

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 AVRIL 1912.

BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE POUR L'EXERCICE 1912 ⁽¹⁾

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

Le Budget du Corps de la gendarmerie pour 1912 s'élève à la somme
de fr. 10,330,820 »

Les crédits alloués en 1911 étaient de 9,159,460 »

En augmentation sur 1911 de fr. 1,171,360 »

Le chiffre des dépenses ordinaires indiqué au Budget
s'élève à 8,748,900 »

Un amendement présenté le 8 février par M. le Minis-
tre de la Guerre augmente le chiffre de 35,000 »

et le porte à fr. 8,783,900 »

Cette augmentation se classe dans le chapitre I^{er}, Traitements et autres allocations et prestations, et se justifie en ce que : Les indemnités qui étaient précédemment allouées aux officiers obligés de posséder deux chevaux

⁽¹⁾ Budget, n° 4, XI.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. DONNAY, PIRMEZ, DALLEMAGNE, VERHAEGEN, DELPORTE (Victor), DE WOUTERS D'OPLINTER.

étaient manifestement insuffisantes. Elles viennent d'être mises d'accord avec les nécessités actuelles. De là un surcroît de dépenses qui nécessite une augmentation de 35,000 francs de crédit porté au projet de Budget.

A l'article 1^{er} du même chapitre, nous remarquons une augmentation de 312,400 francs, nécessitée par les accroissements d'effectifs pour lesquels un premier crédit avait été voté l'an dernier. Ce crédit doit être complété cette année pour le renforcement et la transformation de brigades, pour la création de la Compagnie de Verviers et des districts de Jumet et de Merxem.

Le 7 mars, un nouvel amendement a été présenté par le Gouvernement; il comporte :

1^o Une augmentation de dépenses ordinaires de . fr. 6,000 »
pour couvrir les charges à résulter, pendant neuf mois de
l'année 1912, de la création d'une brigade de gendar-
merie à Linkebeek;

2^o Une augmentation des dépenses exceptionnelles résultant de la
création de cette même brigade :

a) Pour frais d'équipement et d'armement des hom-
mes nommés aux emplois nouveaux fr. 1,350 »

b) Pour acquisition d'objets de couchage pour les
hommes fr. 750 »

TOTAL. . . fr. 2,100 »

Les dépenses exceptionnelles primitivement prévues
au projet de Budget comprenaient :

ART. 3. — Amélioration du casernement, bâtiments et
mobilier fr. 1,500,000 »

ART. 4, 5 et 6. — Objets divers d'équipement, d'ar-
mement, de couchage, acquisition de porte-carabine pour
hommes montés fr. 81,920 »

Augmentations portées à l'amendement du 7 mars . 2,100 »

TOTAL. . . fr. 1,584,020 »

En conséquence, les dépenses ordinaires s'élèvent à . 8,789,900 »

Et les dépenses exceptionnelles 1,584,020 »

TOTAL. . . fr. 10,373,920 »

Le Corps de la gendarmerie comprend en 1912 :

79 officiers auxquels sont attribués 99 chevaux; 3,648 gendarmes aux-
quels sont attribués 1,745 chevaux.

Les traitements des officiers et du personnel de la gendarmerie viennent
d'être améliorés par arrêté royal du 5 mars.

Réponses aux questions posées par la Section centrale et par les différentes Sections de la Chambre chargées de l'examen du Budget de la Gendarmerie pour 1912.

Question I.

L'an dernier, la Section centrale avait insisté pour que la gendarmerie soit rendue exclusivement à sa mission de police et qu'elle soit déchargée de toutes autres fonctions ou préoccupations. M. le Ministre, tout en signalant que la gendarmerie est le meilleur auxiliaire de la préparation de la mobilisation et de la surveillance des militaires en congé, annonçait que « la question de l'emploi de la gendarmerie en dehors de sa mission de police faisait l'objet d'un échange de vue entre les Départements de la Justice et de la Guerre ».

La Section centrale serait désireuse de savoir si ces échanges de vue ont abouti à des résultats pratiques et quels ils sont.

Réponse.

Cet échange de vue n'est pas terminé.

Question II.

En 1910, sur 2,203 gendarmes mariés, 58 n'étaient pas encore logés aux frais de l'État.

Quelle est la situation en 1912 ?

Réponse.

Au 1^{er} janvier 1912, il reste 56 sous-officiers et gendarmes non logés par l'État, soit 2 de moins qu'au 1^{er} janvier 1911. D'autre part, de 2.203 qu'il était à cette dernière date, le nombre de mariés est actuellement de 2,246, soit une augmentation de 43 ; d'où il résulte que pendant l'année 1911 45 mariés ont été logés.

Question III.

En 1910, une seule brigade n'était pas reliée au téléphone. Ce raccordement, de même que celui de toutes les nouvelles brigades créées, a-t-il pu être effectué ?

Réponse.

Toutes les brigades actuellement installées dans des bâtiments de l'État ou des immeubles loués sont reliées au téléphone.

*Étude d'ensemble de la répartition des brigades.***Question IV.**

Quelles sont les brigades installées en 1911 et quelles sont les brigades dont l'installation est prévue en 1912?

Peut-on espérer voir se réaliser prochainement la division de la province de Liège en deux compagnies par l'établissement d'une nouvelle compagnie à Verviers, et en conséquence la création de districts à Waremme, Bastogne et Bouillon, ainsi que le demande le rapport de l'an dernier?

Réponse.

Ont été créées en 1911, les brigades de Meerle, Neerheydissem, Rummen, Ardoye, Meulebeke, Buggenhout, Aulnois, Gaurin-Ramecroix et Spy.

Créations prévues en 1912 : brigades de Anthines, Amay, Harlebeke et Linkebeek ; districts de Jumet et de Merxem.

Le projet de Budget pour 1912 stipule, page 3, la création de la compagnie de Verviers. La province de Liège comprendra donc deux compagnies. La division demandée de la province de Liège en deux compagnies par l'établissement d'une compagnie à Verviers est donc chose faite. La création des districts de Waremme, Bastogne et Bouillon est visée dans le plan d'ensemble, mais elle n'est pas prévue au Budget de 1912, d'autres créations étant plus urgentes.

Question V.

Un membre (de la 6^e Section) demande qu'on hâte la construction des casernes de manière à permettre de loger tous les gendarmes mariés; il se demande si on ne pourrait pas introduire moins de luxe dans ces constructions.

Réponse.

La construction des nouvelles casernes de gendarmerie est hâtée dans la mesure des crédits disponibles. On loue, en dehors des casernes, des logements supplémentaires destinés aux gendarmes mariés. Malgré leur augmentation constante, le nombre de mariés non logés par l'État diminue progressivement. Un certain nombre d'entre eux, d'ailleurs, y renoncent pour des motifs d'ordre privé.

Les dépenses pour la construction des casernes sont réduites au strict minimum. Quelques casernes reçoivent une décoration architecturale justifiée par leur situation. Cette décoration est toujours réduite au nécessaire.

Question VI.

Un membre de la 5^e Section a fait remarquer que l'article 100 devrait être appliqué avec plus d'indulgence et de bienveillance.

Réponse.

La loi du 29 juin 1909 a étendu aux militaires de rang inférieur du Corps de la gendarmerie le bénéfice de l'article 100 (v) W de la loi de milice de 1902. Tout militaire de ce corps y a donc *droit* dans les conditions spécifiées par le dit article, et n'a besoin ni d'*indulgence* ni de *bienveillance* pour l'obtenir.

Question VI^{bis}.

Pour améliorer la situation des gendarmes, il y aurait lieu de rendre leur vie moins militaire, de donner moins d'importance aux exercices purement gymnastiques.

Réponse.

Ainsi qu'il a été répondu plusieurs fois à la Chambre (voir notamment réponse à M. Pepin, le 4 juillet 1911) :

« La gendarmerie est parfois appelée à agir en troupes de l'effectif de un peloton à un escadron; il importe donc qu'elle y soit préparée. »

Les quelques exercices auxquels sont soumises les brigades de gendarmerie représentent le minimum de ce que l'on peut exiger. »

Question VII.

Plusieurs membres disent qu'on peut s'inspirer de la mercuriale du procureur général Terlinden, au point de vue de la division du service. Il y a là une indication très pratique, au point de vue de l'amélioration de la police rurale, tout en permettant de donner une situation aux gendarmes qui sont arrivés à l'âge de retraite.

Réponse.

La plupart des mesures préconisées par ce haut magistrat sont d'un usage courant. L'organisation actuelle de la surveillance de la gendarmerie dans nos campagnes répond à toutes les exigences.

L'organisation de la gendarmerie en deux bans existe en fait par la présence, dans les différentes brigades du corps, de 1,068 maréchaux des logis de 1^{re} classe. Ces maréchaux des logis n'ont été promus à la 1^{re} classe

qu'après avoir fait preuve de capacité et d'aptitudes spéciales. Aussi s'en sert-on principalement pour l'exécution des services un peu difficiles.

La création du deuxième ban tel qu'il est préconisé amènerait la discorde et l'indiscipline dans nos brigades.

La question d'octroyer la qualité d'officier de police judiciaire aux gradés d'élite de la gendarmerie est soumise au Département de la Justice.

Pour ce qui concerne l'indication de M. Terlinden, relativement à la situation à donner aux gendarmes qui sont arrivés à l'âge de la retraite, la revision du taux de leur pension est soumise au Parlement.

Question VIII.

On a demandé ce que gagne un gendarme. Il a été répondu que cela est inscrit au Budget (p. II, Développement, Dépenses ordinaires). Le gendarme en plus de cela est-il logé et chauffé? et pour la nourriture, comment cela est-il réglé?

Réponse.

Le gendarme n'a pas droit au chauffage.

Le Département de la Guerre loge tous les gendarmes célibataires et prend des mesures pour loger, autant que possible, tous les gendarmes mariés.

L'ordinaire des sous-officiers, brigadiers et gendarmes célibataires est réglé suivant des instructions du chef de corps.

La ration alimentaire est mixte. Elle se compose de :

750	grammes de pain;
350	id. de viande fraîche;
	1 kilo de pommes de terre;
100	grammes de légumes frais;
25	id. de café;
25	id. de sel;
30	id. de beurre.

Cette ration peut être changée tout en maintenant sa teneur en matières nutritives.

Le traitement des gendarmes est de . . . 4,160 francs.

Celui des brigadiers est de . . . 4,480 id.

Celui des maréchaux de logis varie de 4,230 à 4,830 id.

Question IX.

Quelles sont les retenues opérées sur les traitements des gendarmes?

Réponse.

Il est opéré sur le traitement des gendarmes les seules retenues ci-après :

1° Au profit de la masse d'habillement, en vertu de l'arrêté royal du 24 mai 1902, n° 14188 :

Pour les sous-officiers, brigadiers et gendarmes à cheval :

25 francs par mois, si les intéressés ont une dette à la masse d'habillement ou un boni inférieur à 250 francs ;

18 francs par mois, si les intéressés ont un boni de plus de 250 francs et de moins de 500 francs.

Pour les sous-officiers, brigadiers et gendarmes à pied :

15 francs par mois, si les intéressés ont une dette à la masse ou un boni inférieur à 100 francs ;

10 francs par mois, si les intéressés ont un boni de plus de 100 francs et de moins de 200 francs.

Il n'est pas effectué de retenue au profit de la masse d'habillement des sous-officiers, brigadiers et gendarmes qui ont le maximum de l'avoir fixé ci-dessus ;

2° Au profit de la Caisse de secours instituée en faveur des veuves et orphelins des militaires du Corps de la gendarmerie (arrêté royal du 28 mai 1888, n° 8856) :

a) Sous-officiers, brigadiers et gendarmes en activité de service, célibataires, veufs n'ayant pas d'enfants âgés de moins de 10 ans ou mariés après l'âge de 45 ans :

1 % de la solde attribuée à leur grade dans la gendarmerie à pied ;

b) Sous-officiers, brigadiers et gendarmes mariés ou veufs ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de 10 ans, en activité de service.

Age du gendarme au moment du mariage quel que soit le grade.	Contribution au centième de la solde du gendarme à pied.	Augmentation du multiplicateur pour chaque année que la femme a de moins que le mari
30 ans et moins	4.5	1/10
30 à 35 ans révolus	5.5	2/10
35 à 40 ans id. . . .	7.0	2/10
40 à 45 ans id. . . .	7.0	3/10

Question X.

Page 5 du rapport de 1911 : Question relative aux jours de maladie.

Il a été répondu que la question serait résolue de façon à concilier les intérêts des gendarmes avec les exigences du service.

*Congés pour maladie.***Réponse.**

Extrait de l'ordre du 24 mars 1911 du général-major chef du corps :

« Lorsqu'un gradé ou un gendarme aura été exempté de service pour
» maladie pendant de nombreuses journées ou mis en quarantaine à cause
» d'une maladie transmissible d'un membre de sa famille, les chefs en droit
» d'accorder les congés examineront dans chaque cas s'il convient de dimi-
» nuer dans une certaine mesure le nombre maximum de jours de congé
» auquel ces militaires peuvent aspirer...

» Il sera tenu compte de l'examen de chaque cas particulier des souf-
» frances physiques ou morales endurées par les intéressés qui, si elles
» étaient de nature à être pour eux plus pénibles que l'exécution du ser-
» vice, permettraient de dire qu'ils n'ont pas joui d'un repos au même titre
» que s'ils se trouvaient en congé. » (Déclaration faite par le Ministre de
la Guerre, le 6 juillet 1911, au cours de la discussion du Budget de la
Gendarmerie. *Annales*, p. 1713.)

Question XI.

La police rurale ! Qui est en élaboration depuis 1904.

Réponse.

Cette question n'est pas de la compétence du Département de la Guerre.

Avancement dans le Corps de la gendarmerie.

Depuis plusieurs années les rapporteurs du Budget de la Gendarmerie insistent pour que le titre de lieutenant-colonel soit conféré aux majors commandants de groupes, après un certain nombre d'années de service et un certain nombre d'années de grade : on a indiqué cinq ans. Jusqu'à présent cette proposition n'a pu être accueillie.

Elle se justifie cependant tellement bien et est tellement dans les vœux de tous, qu'il est impossible de la laisser tomber dans l'oubli.

L'avancement des majors dans la gendarmerie est arrêté par le fait que le chef du Corps est choisi, avec raison, parmi les officiers de l'armée, qu'il y arrive avec le grade de colonel et y reste comme général-major et lieutenant général.

Cet arrêt dans l'avancement cause aux majors un grave préjudice au point de vue de leur pension. Le plus ancien major du Corps compte aujourd'hui plus de huit années de grade et celui qui le suit plus de sept années.

Dans la situation actuelle, ils seront pensionnés avec douze et onze ans de service dans le même grade.

D'autre part, il faut bien reconnaître que depuis 1830 l'effectif de la Gendarmerie a plus que doublé. Le cadre des officiers est resté sensiblement le même.

Il n'a été augmenté que d'un seul major et de quelques officiers subalternes.

Dans l'armée, au contraire, les cadres se sont fortement augmentés :

1° Il y a quelques années, quand l'État reprit le casernement de la gendarmerie, le cadre des officiers du génie fut augmenté d'une dizaine d'officiers ;

2° L'an dernier l'artillerie a été réorganisée et le cadre augmenté de 70 officiers ;

3° Cette année, l'infanterie a vu son cadre de capitaines commandants augmenter de nombreuses unités.

A cette proposition de nomination de lieutenants-colonels supplémentaires, il a été fait une objection de principe. C'est que le titre de lieutenant-colonel serait un titre honorifique que ne justifierait pas la fonction et qui ne pourrait être accordé que moyennant une revision de la loi de 1836.

Il est à remarquer que dans d'autres armes et services les mêmes emplois sont remplis par des officiers de grades différents.

Dans l'artillerie, l'emploi de commandants de secteurs dans les places fortes est exercé par des colonels ou par des lieutenants-colonels.

Dans le génie, l'emploi de commandant du génie est exercé par des officiers supérieurs (colonels, lieutenants-colonels et majors) et par des capitaines commandants.

Le même fait est à constater dans le service de santé, dans le service vétérinaire, etc.

Enfin dans la gendarmerie, l'emploi de commandant de district est rempli par des capitaines en second, des lieutenants et sous-lieutenants.

Mais cette nomination nécessite-t-elle vraiment la revision de la loi de 1836 ?

Si nous revoyons les diverses modifications apportées aux cadres de la gendarmerie depuis son organisation, nous trouvons que ces modifications ont été décrétées par des arrêtés royaux :

1° Arrêté du Gouvernement provisoire du 26 décembre 1830.

ARTICLE PREMIER. — Le Corps de la gendarmerie nationale est et demeure composé comme il suit, savoir :

Un colonel commandant ;
Trois majors.

ART. 2. — Le service de la gendarmerie est partagé en trois divisions territoriales.

ART. 3. — Chacune de ces divisions (dénommées *groupes* depuis 1908) est commandée par un major ayant sous ses ordres trois lieutenants et six sous-lieutenants, la division qui renferme le Luxembourg ayant seule un sous-lieutenant de plus, vu le nombre des arrondissements.

2° Arrêté royal du 27 septembre 1897, n° 12253, apportant des modifications à l'organisation du Corps de la gendarmerie.

ART. 8. — Le Corps de la gendarmerie comprend :

- 1 officier général commandant;
- 1 colonel ou lieutenant-colonel;
- 3 majors (il y en a 4 depuis 1908).

3° Arrêté royal du 18 février 1908, n° 16144.

ARTICLE PREMIER. — Le fractionnement actuel du territoire en trois divisions de gendarmerie et la dénomination *Division de Gendarmerie* sont supprimés.

ART. 2. — Il y est substitué quatre groupes de gendarmerie commandés par un major.

ART. 3. — L'effectif du Corps de la gendarmerie est augmenté d'un emploi de major commandant de groupe.

Il suffirait donc d'un arrêté royal modifiant l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement provisoire du 30 décembre 1830 et l'article 2 de l'arrêté royal du 18 février 1908, n° 16144, concernant l'organisation du personnel de la gendarmerie et disposant que chacun des groupes de gendarmerie est commandé par un major ou un lieutenant-colonel ayant sous ses ordres, etc.

La loi du Budget compléterait cette mesure par un amendement accordant au Gouvernement le crédit nécessaire.

M. le Ministre de la Guerre, en réponse à la question posée par la Section centrale, a déclaré qu'il a décidé de mettre cette question à l'étude.

La pension des gendarmes.

Cette question importante se trouve résolue par l'acquiescement du Gouvernement au projet de loi proposé par la Section centrale dans son rapport n° 37 (15 décembre 1911) sur divers projets de loi :

1° Projet de loi portant revision des pensions des militaires au-dessous du grade d'officier, y compris ceux de la gendarmerie;

2° Proposition de loi revisant les lois sur les pensions militaires;

3° Proposition de lois modifiant les règles établies pour les pensions des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie.

Cette solution donnera satisfaction aux desiderata des gendarmes au sujet de leurs pensions.

Il y a donc lieu d'en féliciter M. le Ministre.

Votes en sections.

Dans la 1^{re} section, le Budget est rejeté par 10 voix contre 10.

— 2^e — le Budget est adopté.

— 3^e — le Budget est adopté par 12 voix contre 8 et 1 abstention.

— 4^e — le Budget est adopté par 12 voix contre 10.

— 5^e — le Budget est adopté par 13 voix et 5 abstentions.

— 6^e — le Budget est adopté par 14 voix contre 1.

La Section centrale approuve le Budget et en propose l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,

JULES DALLEMAGNE.

Le Président,

E. NERINCX.



(12)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 APRIL 1912.

Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1912 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **DALLEMAGNE**.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor 1912 beloopt fr.	10,330,820 »
De kredieten, in 1911 toegestaan, bedragen	9,159,460 »
Er is dus op 1911 eene verhooging van fr.	1,171,360 »

Het cijfer van de gewone ontvangsten, op de Begroo- ting uitgetrokken, beloopt fr.	8,748,900 »
Door een amendement, op 9 Februari overgelegd door den Minister van Oorlog, verhoogt het cijfer met	35,000 »
en wordt het gebracht op fr.	8,783,900 »

Deze verhooging geldt het 1^e Hoofdstuk : « Jaarwedden en andere toe-
kenningen en versprekkingen » ; zij is hierdoor gebillijkt : De vergoedingen,
vroeger toegekend aan de officieren die twee paarden moesten hebben, waren
blijkbaar ontoereikend. Ze zijn onlangs in verhouding tot de tegenwoordige
behoefte gebracht. Dit vergde eene meerdere uitgave, waardoor het op

(1) Begrooting, n^o 4, XI.

(2) De Middenafdeeling voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren
DONNAY, PIRMEZ, DALLEMAGNE, VERHAEGEN, DELPORTE (Victor), DE WOUTERS D'OPINTER.

het ontwerp van Begrooting uitgetrokken krediet diende te worden verhoogd met 33,000 frank.

Bij artikel 1 van hetzelfde hoofdstuk vinden wij eene verhooging van 312,400 frank, ten gevolge van de vermeerdering van effectieven, waartoe verleden jaar een krediet werd verleend. Dit jaar moet dit krediet worden aangevuld tot het versterken en vervormen van brigades, het inrichten van de compagnie van Verviers en de districten Jumet en Merxem.

Op 7 Maart werd door de Regeering nogmaals een amendement overgelegd, bevattend :

1^o Eene verhooging van de gewone ontvangsten . fr. 6,000 »
tot het bestrijden van de lasten, gedurende negen maanden van het jaar 1912 voort te spruiten uit het oprichten van eene gendarmerie-brigade te Linkebeek ;

2^o Eene verhooging van de uitzonderlijke uitgaven ten gevolge van de oprichting dierzelfde brigade :

a) Wegens kosten van uitrusting en bewapening van de manschappen, benoemd tot de nieuwe betrekkingen fr.	1,350 »
b) Wegens aankoop van beddegôed voor de manschappen	750 »
TE ZAMEN. . . . fr.	2,100 »

De uitzonderlijke uitgaven, oorspronkelijk uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting, bedroegen :

ART. 3. — Verbetering van de kazerneering, gebouwen en meubileering fr.	1,500,000 »
---	-------------

ART. 4, 5 en 6. — Verschillende benodigheden voor uitrusting, bewapening, slaping, aankoop van karabijn-draagtoestellen voor de bereden manschappen . . .	81,920 »
---	----------

Verhoogingen ten gevolge van het amendement van 7 Maart	2,100 »
---	---------

TE ZAMEN. . . . fr.	1,584,020 »
---------------------	-------------

Bijgevolg belooopen de gewone uitgaven. . . . fr.	8,789,900 »
En de buitengewone uitgaven	1,584,020 »

TE ZAMEN. . . . fr.	10,373,920 »
---------------------	--------------

In 1912 telt het Korps der Gendarmerie :

79 officieren, aan wie zijn toegekend 99 paarden ; 3,648 gendarmen, aan wie zijn toegekend 1,745 paarden.

Bij koninklijk besluit van 5 Maart is de jaarwedde van de officieren en van het personeel der gendarmerie verbeterd.

**Antwoord op de vragen gesteld door de Middenafdeeling en door de verschillende Afdeelingen van de Kamer, belast met het onderzoek van de Begroo-
ting der Gendarmerie voor 1912.**

Vraag I.

Verleden jaar had de Middenafdeeling aangedrongen opdat de Gendarmerie uitsluitend hare taak als politie zou vervullen en ontslagen worde van elk anderen dienst of elke andere bezigheid. De Minister bekende dat de Gendarmerie de beste hulp aanbrengt voor het bereiden van de mobilisatie en het bewaken der verlofgangers; hij zegde: « Niettemin wordt, betreffende het optreden van de Gendarmerie op een ander gebied dan het politiegebied, onderhandeld tusschen het Ministerie van Justitie en het Ministerie van Oorlog. »

De Middenafdeeling verlangt te weten of deze onderhandeling practische uitslagen hebben opgeleverd en welke.

Antwoord.

Die onderhandeling is niet afgelopen.

Vraag II.

In 1910 waren, op 2,203 gehuwde gendarmen; 58 nog niet gehuisvest op Staatskosten.

Hoe is de toestand in 1912?

Antwoord.

Op 1 Januari 1912 zijn 56 onderofficieren en gendarmen nog niet gehuisvest op Staatskosten, dus 2 min dan op 1 Januari 1911. Anderdeels, zijn thans 2,246 gehuwden, in stede van 2,203 op laatstgemelden datum, dus 43 meer, gehuisvest, zoodat er 43 gehuwden meer in 1911 huisvesting kregen.

Vraag III.

In 1910 was eene enkele brigade niet verbonden met de telefoon. Kan zij, alsmede de nieuwe ingestelde brigades, worden aangesloten?

Antwoord.

Al de brigades, thans gevestigd in gebouwen van den Staat of in gehuurde lokalen, zijn verbonden met de telefoon.

*Algemeene studie over de indeeling van de brigades.***Vraag IV.**

Welke brigades zijn ingericht in 1911; voor welke is de instelling voorzien in 1912?

Mag men de hoop koesteren, dat eerlang wordt verwezenlijkt de splitsing der provincie Luik in twee compagnieën, door het inrichten van eene nieuwe compagnie te Verviers, en bijgevolg de instelling van districten te Borchworm, Bastenaken en Bouillon, zooals in het verslag van verleden jaar werd gevraagd?

Antwoord.

In 1911 kwamen tot stand de brigades van Meerle, Neerheilissem, Rummen, Ardoie, Meulebeke, Buggenhout, Aulnois, Gaurin-Ramecroix en Spy.

Voor 1912 zijn voorzien: brigades te Anthines, Amay, Harelbeke en Linkebeek; districten Jumet en Merxem.

Op blz. 3 van het ontwerp van Begrooting voor 1912 is voorzien de inrichting der compagnie van Verviers. Dus zal de provincie Luik twee compagnieën tellen. De door de provincie Luik gevraagde splitsing door het vestigen van eene compagnie te Verviers is dus eene afgedane zaak. De inrichting van de districten Borchworm, Bastenaken en Bouillon wordt beoogd in het algemeen plan, doch is niet voorzien op de Begrooting van 1912, omdat andere districten meer dringend noodig zijn.

Vraag V.

Een lid van de 6^e Afdeeling vraagt dat er spoed worde bijgezet aan het bouwen van kazernes, opdat men al de gehuwde gendarmen een onderkomen kan geven; kunnen deze gebouwen niet wat minder weelderig zijn?

Antwoord.

Het bouwen van nieuwe kazernen voor de gendarmerie wordt bespoedigd naarmate er beschikbare kredieten zijn. Buiten de kazernen huurt men nog woningen voor gehuwde gendarmen. Ofschoon het aantal gehuwden gestaag toeneemt, toch vermindert van lieverlede het getal niet door den Staat gehuisveste gehuwden. Sommigen hunner zien daar overigens om bijzondere redenen van af.

De uitgaven voor het bouwen van kazernen zijn tot het streng noodige gebracht. Enkele kazernen worden kunstig opgeschikt uit hoofde van hare ligging. Doch deze versiering is steeds beperkt tot het noodzakelijke.

Vraag VI.

Een lid der 5^o Afdeeling doet opmerken dat artikel 100 dient te worden toegepast met meer toegevendheid en welwillendheid.

Antwoord.

Bij de wet van 29 Juni 1909 wordt de weldaad van artikel 100 (v) W der militiewet van 1902 uitgestrekt tot de militairen van lageren rang bij het Korps der Gendarmerie. Elke militair van dit korps heeft er dus *recht* op, onder de voorwaarden opgegeven in bedoeld artikel; hij behoeft *toegevendheid* noch *welwillendheid* om ze te genieten.

Vraag VI^{bis}.

Om den toestand der gendarmen te verbeteren, ware het raadzaam hun leven minder militair te maken, minder belang te hechten aan loutere lichaamsoefening.

Antwoord.

Herhaaldelijk is hierop ter Kamer geantwoord (men zie, onder andere, het antwoord aan den heer Pepin op 4 Juli 1911) :

« Soms moet de gendarmerie optreden in troepen van een peloton of een eskadron; daartoe heeft zij dan ook te zijn voorbereid.

» De weinige oefeningen, aan de brigades der gendarmerie opgelegd, zijn het minste wat men kan eischen. »

Vraag VII.

Verscheidene leden zeggen dat men kan uitgaan van de openingsrede van den procureur-generaal Terlinden, met het oog op de verdeeling van den dienst. Dit is eene zeer practische vingerwijzing voor de verbetering van de landelijke politie; het verschaft tevens eene betrekking aan de gendarmen die den pensioensleeftijd hebben bereikt.

Antwoord.

Het meerendeel van de maatregelen, door dien hoogen magistraat aanbevolen, zijn van dagelijksche toepassing. Zooals het toezicht door de gendarmerie thans op het platteland wordt uitgeoefend, beantwoordt het aan alle eischen.

De inrichting der gendarmerie in twee bans bestaat feitelijk, doordien er in de verschillende brigades 1,068 wachtemeesters 1^o klasse zijn. Zij werden eerst tot de 4^o klasse bevorderd, nadat zij bewijs van bijzondere bekwaam-

heid en bevoegdheid hadden geleverd. Ook bedient men zich van hen voor de uitvoering van eenigszins lastige diensten.

Het inrichten van een tweeden ban, zooals wordt aanbevolen, zou tweedracht en tuchteloosheid in onze brigades invoeren.

Het vraagstuk om aan uitstekende gegradeerden der gendarmerie de hoedanigheid als officier van de rechterlijke politie toe te kennen, is onderworpen aan het Departement van Justitie.

Wat betreft de aanduiding van den heer Terlinden over den toestand waarin dienen te worden geplaatst de gendarmen die den pensioensleeftijd hebben bereikt, is de herziening van het bedrag van hun pensioen onderworpen aan het Parlement

Vraag VIII.

Er is gevraagd hoeveel een gendarme trekt. Daarop is geantwoord dat het is uitgetrokken op de Begrooting (blz. II, Toelichting, gewone uitgaven). Geniet de gendarme daarenboven huisvesting en brandstof? Hoe is de voeding geregeld?

Antwoord.

Een gendarme heeft geen recht op brandstof.

Het Departement van Oorlog huisvest alle ongehuwde gendarmen en neemt maatregelen om, zooveel mogelijk, al de gehuwde gendarmen een onderkomen te bezorgen.

De gewone voeding der ongehuwde onderofficieren, brigadiers en gendarmen wordt geregeld volgens de bevelen van het korpshoofd.

De voeding is van gemengden aard. Zij bestaat uit :

750	gram	brood;
350	»	versch vleesch;
1	kilo	aardappelen;
100	gram	versche groenten;
25	»	koffie;
25	»	zout;
30	»	boter.

Dit rantsoen kan worden veranderd, doch het gehalte aan voedende stoffen blijft gehandhaafd.

De jaarwedde der gendarmen bedraagt . . . 1,460 frank.

Die der brigadiers 1,480 »

Die der wachtmeesters verschilt van 1,280 tot 1,830 frank.

Vraag IX.

Welke afhoudingen doet men van de jaarwedde der gendarmen?

Antwoord.

Slechts de volgende afhoudingen worden gedaan van de jaarwedde der gendarmen :

1^o Voor het kleedingfonds, krachtens koninklijk besluit van 24 Mei 1902, n^r 14188 :

Onderofficieren, brigadiers en gendarmen te paard :

25 frank per maand, zoo de betrokkenen eene schuld hebben aan het kleedingfonds of een batig slot van min dan 250 frank ;

18 frank per maand, zoo de betrokkenen meer dan 250 en min dan 500 frank batig slot hebben.

Voor de onderofficieren, brigadiers en gendarmen te voet :

15 frank per maand, zoo zij eene schuld aan het kleedingfonds hebben of min dan 100 frank batig slot ;

10 frank per maand, zoo zij meer dan 100 en min dan 200 frank batig slot hebben.

Geene afhouding wordt ten bate van het kleedingfonds gedaan voor onderofficieren, brigadiers en gendarmen die het maximum van bovenvermeld batig slot hebben ;

2^o Ten bate van de Onderstandskas, ingesteld voor de weduwen en weezen van de militairen van het Korps der Gendarmerie (koninklijk besluit van 28 Mei 1888, n^r 8856) :

a) Onderofficieren, brigadiers en gendarmen in werkelijken dienst, ongehuwd, weduwnaar zonder kinderen beneden 10 jaar of gehuwd na den leeftijd van 45 jaar :

1 % van de soldij, toegekend aan hun graad bij de gendarmerie te voet ;

b) Onderofficieren, brigadiers en gendarmen in werkelijken dienst, gehuwd of weduwnaar met een of meer kinderen beneden 10 jaar.

Leeftijd van den gendarme op t oogenblik van zijn huwelijk, welk ook zijn graad zij.	Bijdrage van een honderdste der soldij van den gendarme te voet.	Vermeerdering van den vermenig- vuldiger voor elk jaar dat de vrouw jonger is dan de man.
30 jaar en minder.	4.5	1/10
30 tot ten volle 35 jaar . . .	5.5	2/10
35 tot ten volle 40 jaar . . .	7.0	2/10
40 tot ten volle 45 jaar . . .	7.0	3/10

Vraag X.

Blz. 5, verslag van 1911 : Vraag betreffende de dagen ziekte.

Daarop is geantwoord dat de kwestie zou worden opgelost op zoodanige wijze dat het belang van de gendarmen overeenkomt met de vereischten van den dienst.

*Verlof wegens ziekte.***Antwoord.**

Uittreksel uit het dienstorder van den generaal-majoor, hoofd van het korps, in dato van 24 Maart 1911 :

« Is een gegradeerde of een gendarme ontslagen van dienst wegens ziekte » gedurende talrijke dagen of in quarantaine geplaatst wegens aanstekelijke » ziekte van een lid zijns gezins, dan zullen de hoofden, gerechtigd om » verlof te geven, in ieder geval onderzoeken of er aanleiding bestaat om » in zekere mate te verminderen het maximum-getal verlofdagen waarop » deze militairen aanspraak kunnen maken...

» Bij het onderzoek van elk bijzonder geval wordt rekening gehouden met » het lichamelijk of het zedelijk lijden van den betrokkene, dat, zoo het voor » hen pijnlijker ware dan uitoefening van den dienst, laat beweren dat zij » niet dezelfde rust hebben genoten als waren zij met verlof. » (Verklaring, afgelegd door den Minister van Oorlog, op 6 Juli 1911, bij de beraadslaging over de Begrooting der Gendarmerie. *Handelingen*, blz. 1713.)

Vraag XI.

En de landelijke politie ! Die wordt bewerkt sedert 1901.

Antwoord.

Dit behoort niet tot de bevoegdheid van het Departement van Oorlog.

Bevordering in het Korps der Gendarmerie.

Sedert jaren dringen de verslaggevers over de Begrooting der Gendarmerie aan, opdat de titel van luitenant-kolonel worde verleend aan de majoors bevelhebbers over groepen, na een zeker getal dienstjaren en een zeker getal jaren graad : men heeft vijf jaar opgegeven. Tot nu toe kon dit voorstel geen ingang vinden.

Toch is het zoo goed te billijken en verlangen allen het zoozeer, dat het onmogelijk in 't vergeetboek mag geschreven worden.

De bevordering van de majoors der gendarmerie wordt gestremd doordien het hoofd van het Korps met reden wordt verkozen onder de officieren des legers, dat hij er intreedt met den graad van kolonel en er blijft als generaal-majoor en als luitenant-generaal.

Dit uitblijven van bevordering is, met het oog op het pensioen, hoogst schadelijk voor de majoors. De oudste majoor van het Korps telt thans meer dan acht jaren graad en hij, die onmiddellijk op hem volgt, telt er meer dan

zeven. In zulken toestand geeft men hem het pensioen met twaalf en elf jaren dienst in denzelfden graad.

Anderdeels dient men in acht te nemen dat sedert 1830 de getalsterkte der Gendarmerie meer dan verdubbeld is. Doch het kader der officieren bleef nagenoeg onveranderd.

Het werd slechts verhoogd met een enkelen majoor en met eenige ondergeschikte officieren.

Daarentegen zijn in het leger de kaders veel vermeerderd :

1^o Toen de Staat eenige jaren geleden de kazerneering van de gendarmerie overnam, werd het kader der genie-officieren vermeerderd met een tiental officieren ;

2^o Verleden jaar werd de artillerie heringericht en het kader vermeerderd met 70 officieren ;

3^o Het kader der kapiteins-commandanten bij de infanterie is dit jaar vermeerderd met talrijke eenheden.

Tegen dit voorstel tot benoeming van toegevoegde luitenants-kolonel werd een principieel bezwaar aangevoerd, namelijk dat de titel van luitenant-kolonel een eeretitel zou zijn, niet gebillijkt door het ambt, en dat het eerst na eene herziening der wet van 1836 kan worden toegekend.

Er valt op te merken, dat in andere wapens en diensten dezelfde betrekkingen worden vervuld door officieren van verschillenden graad.

Bij de artillerie wordt de betrekking van sector-commandant in versterkte plaatsen waargenomen door kolonels en luitenants-kolonel.

Bij de genie, wordt het ambt van commandant der genie uitgeoefend door hoofdofficieren (kolonels, luitenants-kolonel en majoors) en door kapiteins-commandanten.

Hetzelfde wordt waargenomen in den gezondheidsdienst, den paarden-artsenijdienst, enz.

Eindelijk, in de gendarmerie wordt de betrekking van districtscommandant vervuld door tweede kapiteins, luitenants en onderluitenants.

Doch is het wel noodig voor deze benoeming de wet van 1836 te herzien?

Overzien wij de verschillende wijzigingen, gebracht in de kaders der gendarmerie sedert hare inrichting, dan bevinden wij dat deze wijzigingen zijn ingevoerd bij koninklijke besluiten :

1^o Besluit van het Voorloopig Bewind van 26 December 1830.

EERSTE ARTIKEL. — Het Korps der nationale gendarmerie is en blijft samengesteld als volgt :

Een kolonel commandant ;

Drie majoors.

ART. 2. — De dienst der gendarmerie is verdeeld in drie grondgebiedsafdeelingen.

ART. 3. — Elke van deze afdeelingen (sedert 1908 heeten zij *groepen*) wordt aangevoerd door een majoor, hebbende onder zijn bevel drie luitenants en zes

onderluitenanten ; alleen de afdeeling, die Luxemburg bevat, heeft een onderluitenant meer uit hoofde van het getal arrondissementen.

2^o Koninklijk besluit van 27 September 1897, n^o 12253, houdende wijzigingen in de inrichting van het Korps der Gendarmerie.

ART. 8. — Het Korps der Gendarmerie bevat :

- 1 officier generaal commandant ;
- 1 kolonel of luitenant-kolonel ;
- 2 majoor's (sedert 1908 zijn er 4).

3^o Koninklijk besluit van 18 Februari 1908, n^o 16144.

EERSTE ARTIKEL. — De tegenwoordige splitsing van het grondgebied in drie gendarmerieafdeelingen en de benaming *Gendarmerieafdeeling* zijn afgeschaft.

Art. 2. — Zij worden vervangen door vier groepen der gendarmerie, aangevoerd door een majoor.

Art. 3. — De getalsterkte van het Korps der Gendarmerie wordt vermeerderd met eene betrekking van majoor commandant eener groep.

Een koninklijk besluit tot wijziging van artikel 3 van het besluit van het Voorloopig Bewind in dato 30 December 1830 en van het eerste artikel van het koninklijk besluit van 18 Februari 1908, n^o 16144, houdende inrichting van het personeel der gendarmerie, zou dus volstaan. Het besluit zou bepalen dat elke groep der gendarmerie wordt aangevoerd door een majoor of een luitenant-kolonel, hebbende onder zijn bevel, enz.

De begrootingswet zou dezen maatregel aanvullen door middel van een amendement, waarbij aan de Regeering het noodige krediet wordt toegekend.

Op de vraag, hem door de Middenafdeeling gesteld, antwoordde de Minister van Oorlog dat hij de zaak zou bestudeeren.

Pensioen van de gendarmen.

Dit gewichtig vraagstuk is opgelost door de toetreding van de Regeering tot het wetsontwerp, door de Middenafdeeling voorgesteld in haar verslag n^o 37 (15 December 1911) over verschillende wetsontwerpen :

- 1^o Ontwerp van wet houdende herziening van het pensioen der militairen beneden den graad van officier, met inbegrip van die der gendarmerie ;
- 2^o Wetsvoorstel tot herziening van de wetten op de militaire pensioenen ;
- 3^o Wetsvoorstellen tot wijziging van de gevestigde regelen voor het pensioen van onderofficieren, brigadiers en soldaten der gendarmerie.

Deze oplossing zal de wenschen der gendarmen in zake van pensioen bevredigen.

Hiërmede mag den Minister geluk worden gewenscht.

Stemming in de afdeelingen.

In de 1^e afdeeling werd de Begrooting verworpen met 10 stemmen tegen 10.

— 2 ^e	—	—	—	aangenomen.	
— 3 ^e	—	—	—	—	met 12 stemmen tegen 8 en 1 onthouding.
— 4 ^e	—	—	—	—	met 12 stemmen tegen 10.
— 5 ^e	—	—	—	—	met 13 stemmen en 5 ont- houdingen.
— 6 ^e	—	—	—	—	met 14 stemmen tegen 1.

De Middenafdeeling keurt de Begrooting goed en vraagt dat zij door de Kamer worde aangenomen.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

